

ECOBUSINESS

PME - TPE - STARTUP

5 Mai 2025025

www.lodj.ma



ÉCOUTER
CE NUMÉRO EN
DÉBAT-PODCAST



REALLY GREAT SITE

REALLY GREAT SITE

Le Marocain face à 2025 : entre survie économique et espoirs suspendus

Les ménages marocains atteints d'une
forme de fatigue démocratique et
économique

Quand les chiffres du HCP sonnent comme
un SOS social

SCAN ME



SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



SOMMAIRE

ÉDITO : UN 1ER MAI SANS PRINTEMPS : CHÔMAGE, PRIX, ESPOIRS GELÉS

CONFIANCE EN BERNE MALGRÉ UNE ACCALMIE

QUAND LA CONSOMMATION DEVIENT UN LUXE

INFLATION ALIMENTAIRE : UNE PEUR DEVENUE RÉFLEXE

APPAUVRISSMENT ET PRÉCARITÉ GÉNÉRALISÉS

CHÔMAGE : LE CAUCHEMAR PERSISTANT

LA JEUNESSE DÉSABUSÉE

SOS SOCIAL : QUAND LES CHIFFRES DU HCP PARLENT FORT

2025 : LA FRACTURE DE LA CONFIANCE, UN LEVIER DE MODERNISATION ?

REPENSER LA POLITIQUE PUBLIQUE : VERS UN ÉTAT DU BIEN-ÊTRE

DIALOGUE SOCIAL : LES OUBLIÉS DE LA RÉFORME

1ER MAI 2025 : MALAISE SOCIAL ET FRUSTRATIONS

TRIBUNES DE NOS CHRONIQUEURS ET EXPERTS INVITÉS

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

الرسالة
ARRISSALA. SA

Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 5 MAI 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



UN 1ER MAI SANS PRINTEMPS

Chômage, prix, espoirs gelés : la confiance des ménages reste en hibernation

Cette année, le 1er mai ne fait pas fleurir l'espoir.

Pas de bourgeon économique, pas d'élan social. À la place : des chiffres froids, une confiance en berne, et des ménages qui vivent l'urgence avec la discrétion de ceux qui n'attendent plus rien. Le Haut-Commissariat au Plan vient de livrer son bulletin trimestriel, et le thermomètre social n'a jamais été aussi bas.

À 46,6 points, l'indice de confiance des ménages marocains demeure piégé sous la barre symbolique des 50.

Pas un seul des sept indicateurs composant cet indice ne passe dans le vert. Pire : les prix alimentaires explosent (perçus en hausse par 97,6 % des ménages), le chômage fait trembler 80,6 % des foyers, et près de 9 sur 10 estiment ne pas pouvoir épargner dans l'année à venir.

Nous vivons un paradoxe silencieux : l'inflation ne se dit plus, elle se subit.

Le chômage n'effraie plus seulement les sans-diplômes, il ronge les certitudes de toute une génération. Et le 1er mai, traditionnellement journée d'expression sociale, semble s'effacer derrière le calcul des dettes familiales, des sacrifices consentis, et des projets différés à demain... ou jamais.

Ce numéro spécial ne fait pas que compiler des courbes ou décortiquer des soldes d'opinion. Il tente de raconter l'économie humaine derrière les statistiques.

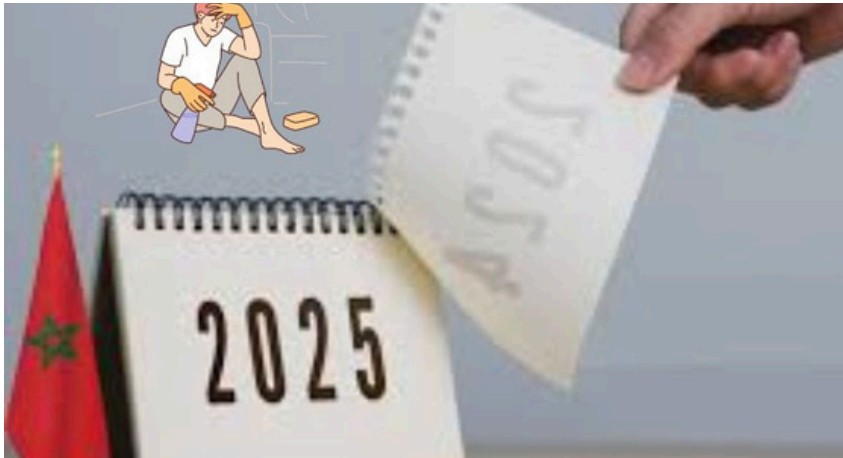
Celle d'un pays qui travaille mais doute, qui consomme peu mais encaisse beaucoup, qui résiste sans visibilité.

Les chiffres du HCP ne crient pas. Mais ils disent tout. Et ils méritent d'être lus non comme un simple état des lieux, mais comme un avertissement doux-amer, un appel au réalisme et à la responsabilité.

Le printemps économique du Maroc ne viendra pas tout seul.

Il faudra le provoquer, le protéger et surtout le partager.





Confiance en berne malgré une légère accalmie : pourquoi les Marocains restent pessimistes en 2025 ?

DUn indice de confiance en très légère hausse... mais toujours dans le rouge

Le premier trimestre de 2025 laisse entrevoir une timide amélioration du moral des ménages marocains. L'indice de confiance (ICM), publié par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), est passé de 46,5 à 46,6 points. Ce gain d'un dixième de point peut sembler anecdotique, mais il confirme une stabilisation lente après plusieurs trimestres de chute.

Cependant, il est crucial de rappeler que cet indice reste largement en dessous du seuil de 100 points, seuil théorique d'équilibre entre pessimisme et optimisme. En d'autres termes, la majorité des ménages restent inquiets, voire résignés face à leur avenir économique.

L'un des facteurs clés de ce pessimisme réside dans la perception du niveau de vie. Le HCP indique que 80,9 % des ménages estiment que leur niveau de vie s'est détérioré au cours des 12 derniers mois. Seulement 4,4 % constatent une amélioration. Le solde d'opinion sur ce sujet s'établit à -76,5 points, un score extrêmement bas, quasiment identique à celui du T4 2024 (-76,2 points).

Le futur ne suscite guère plus d'enthousiasme : 53,0 % des ménages anticipent une nouvelle dégradation dans les 12 prochains mois, contre 6,7 % qui espèrent une amélioration.

L'emploi reste un sujet de préoccupation majeur. 80,6 % des ménages marocains prévoient une hausse du chômage dans les mois à venir, contre 7,2 % seulement qui s'attendent à une baisse. Même si le solde d'opinion s'est légèrement amélioré (passant de -77,2 à -73,4 points), la peur d'un marché du travail bouché reste dominante.

Ce ressenti pèse lourdement sur la confiance générale : sans perspective d'emploi stable, les projets d'avenir sont suspendus, les investissements familiaux gelés, et l'épargne abandonnée.

Autre facteur plombant la confiance : la hausse perçue des prix, en particulier des denrées alimentaires. 97,6 % des ménages déclarent une augmentation des prix alimentaires au cours des 12 derniers mois. Cette perception est quasi unanime, et s'accompagne d'un solde d'opinion à -97,4 points, un record historique.

Pire encore : 81,6 % des Marocains pensent que ces prix vont continuer d'augmenter en 2025, traduisant une méfiance persistante envers l'action publique pour juguler l'inflation.

Lorsque la confiance recule, la consommation suit la même trajectoire. 80,1 % des ménages estiment que le moment est mal choisi pour acheter des biens durables, comme des meubles ou de l'électroménager. Le solde d'opinion sur cet indicateur est de -72,0 points, en très légère dégradation par rapport au T4 2024 (-71,9 points).

Ce blocage de la consommation traduit une peur de l'avenir, mais aussi une contraction du pouvoir d'achat.

L'ensemble des indicateurs de l'enquête du HCP laisse entrevoir une société en phase d'attente anxieuse, espérant sans trop y croire une amélioration. Même les faibles signes de stabilisation de l'indice global ne suffisent pas à redonner un élan à l'optimisme collectif.

L'indice de confiance est devenu moins un baromètre économique qu'un miroir sociétal d'une lassitude profonde, que ni la reprise post-COVID ni les investissements publics massifs ne semblent parvenir à dissiper. Les d'absorption des risques sont quasi inexistantes.

Pouvoir d'achat en détresse : 80 % des Marocains disent non aux achats de biens durables



Une spirale d'attentisme : quand l'incertitude freine la consommation

Au T1 2025, 80 % des Marocains jugent le moment inadapté pour acheter des biens durables. Consommation en berne, confiance absente : un signal d'alarme économique.

Quand la consommation devient un luxe : Pas d'achat, pas de relance

Le premier trimestre 2025 confirme une tendance lourde dans l'économie marocaine : le recul massif de la consommation non essentielle. Selon la dernière enquête de conjoncture menée par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), 80,1 % des ménages marocains estiment que le moment n'est pas opportun pour acheter des biens durables.

Seuls 8,1 % des ménages jugent le contraire. Résultat : un solde d'opinion de -72,0 points, soit un indicateur parmi les plus négatifs du tableau de bord trimestriel. Ce niveau est quasiment stable par rapport au trimestre précédent (-71,9 points) et proche du T1 2024 (-72,9 points). Le message est clair : les achats importants sont reportés, voire abandonnés.

Dans un contexte de hausse continue des prix alimentaires, de faible espoir d'épargne, et d'une peur toujours vive du chômage, la majorité des foyers marocains ne se sentent pas en sécurité financière. Acheter un nouveau réfrigérateur, une télévision, ou remplacer un matelas devient une décision reportée à plus tard.

Cette prudence généralisée freine la reprise de l'activité économique, car la consommation intérieure est l'un des moteurs clés de la croissance nationale. Or, si cette consommation stagne ou régresse, c'est toute la machine économique qui ralentit.

Seuls 8,1 % des ménages considèrent que le moment est favorable à ce type d'achat. Cette frange minoritaire correspond probablement à une élite urbaine, relativement épargnée par la dégradation du pouvoir d'achat. Elle se distingue de la majorité silencieuse qui n'ose plus dépenser de peur de s'endetter davantage.

Parallèlement, 42 % des ménages avouent puiser dans leur épargne ou recourir au crédit pour subvenir à leurs dépenses courantes, selon d'autres indicateurs du HCP. Cela signifie que l'achat de biens durables devient inaccessible pour près d'un foyer sur deux, même en l'envisageant à crédit.

Même si l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) a légèrement progressé de 46,5 à 46,6 points ce trimestre, il reste loin des seuils de réassurance. Pour comparaison, un ICM supérieur à 100 traduirait une population majoritairement optimiste. Or, le seuil des 50 points n'est même pas atteint.

Cette fracture de confiance fragilise la dynamique de consommation. Tant que les ménages ne croient pas en l'avenir de leurs finances, ils ne prendront pas le risque d'engager des dépenses importantes, même pour des biens utiles ou nécessaires.

Les secteurs du commerce, de l'équipement domestique, de l'électronique ou encore du meuble sont directement touchés. En l'absence d'une consommation active, les carnets de commande se vident, les marges s'érodent, les recrutements se figent.

La baisse structurelle de la demande intérieure oblige ces acteurs économiques à repenser leurs modèles : produits plus abordables, paiements échelonnés, ou diversification des gammes vers des produits plus essentiels.

En l'absence de politiques publiques ciblées pour redonner du pouvoir d'achat et rassurer les consommateurs, la spirale du "moins on consomme, plus on s'enfonce" risque de perdurer.

Dans ce contexte, le gel de la consommation de biens durables devient un symptôme d'un malaise plus large : celui d'une société inquiète, épuisée et peu convaincue par les perspectives d'amélioration.

DÉCOUVREZ NOTRE WEB RADIO DÉDIÉE AUX MAROCAINS DU MONDE
ET PROFITEZ D'UNE EXPÉRIENCE UNIQUE OÙ QUE VOUS SOYEZ !

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS



SCAN ME!

L'inflation alimentaire s'installe dans les têtes : 97 % des ménages parlent de flambée des prix



Une hausse perçue comme permanente : Une anticipation négative durable et La peur d'une inflation sans fin

L'inflation alimentaire s'installe dans les têtes : 97 % des ménages parlent de flambée des prix. Au Maroc, l'inflation alimentaire n'est plus seulement une réalité économique, elle est devenue une réalité mentale collective. D'après la dernière enquête de conjoncture du Haut-Commissariat au Plan (HCP), 97,6 % des ménages marocains estiment que les prix des produits alimentaires ont augmenté au cours des 12 derniers mois.

Le solde d'opinion relatif à cette perception atteint -97,4 points, un des plus bas jamais enregistrés, quasi inchangé par rapport au trimestre précédent (-97,2 points) et encore plus sévère qu'au T1 2024 (-96,5 points). Cela montre qu'au-delà des chiffres macroéconomiques, le ressenti populaire est celui d'une spirale incontrôlée des prix.

L'avenir ne rassure pas davantage : 81,6 % des ménages marocains s'attendent à une nouvelle hausse des prix alimentaires dans les 12 mois à venir. À peine 1,6 % espèrent une baisse. Le solde d'opinion sur l'évolution future reste extrêmement pessimiste : -80,0 points. Bien que ce chiffre s'améliore légèrement par rapport au trimestre précédent (-81,8 points), il reste massivement négatif, révélateur d'une attente désillusionnée.

Cela traduit un phénomène de normalisation psychologique de l'inflation : pour les ménages, la hausse des prix n'est plus conjoncturelle, elle devient structurelle.

Cette perception généralisée de flambée des prix alimentaires a des conséquences directes sur les habitudes de consommation. Nombre de foyers réduisent leurs dépenses, achètent moins de viande, de produits laitiers, ou substituent certains produits locaux par des denrées moins chères ou importées.

Les marchés populaires, naguère baromètres de la stabilité économique, deviennent désormais des lieux de frustration quotidienne, où les paniers se remplissent de moins en moins et où le discours dominant est celui du "tout augmente sauf les salaires".

Cette inflation perçue alimente une spirale défavorable : elle réduit le pouvoir d'achat, érode la capacité à épargner (déjà très faible), et accentue la méfiance envers toute forme de dépense non essentielle. Résultat : la consommation de biens durables chute, la confiance des ménages est en berne, et les anticipations économiques virent au noir.

Rappelons que seuls 2,2 % des ménages marocains réussissent actuellement à épargner, selon la même enquête, tandis que 42 % s'endettent ou puisent dans leur épargne pour finir le mois.

L'alimentation, en tant que dépense incompressible et visible, joue un rôle central dans la perception des politiques économiques. Contrairement aux indices de croissance ou d'investissement, le prix du pain, de l'huile ou des légumes est immédiatement perçu et commenté par le citoyen lambda.

C'est pourquoi l'inflation alimentaire devient un baromètre politique autant qu'économique. Si les prix continuent à grimper ou si le ressenti de flambée persiste, la confiance dans les institutions économiques et les gouvernements en place risque d'en pâtir gravement.

Si les prix alimentaires augmentent objectivement, c'est surtout la perception collective qui devient alarmante. Même si les hausses ralentissent ou se stabilisent dans les mois à venir, il faudra bien plus qu'un repli des chiffres pour reconstruire une confiance populaire ébranlée.

La défiance est devenue structurelle, la prudence économique, une doctrine familiale. Sans action ciblée, la crainte de l'inflation pourrait bien prolonger la crise elle-même.

Endettement et épargne : les Marocains à bout de souffle ?

Un ménage sur deux vit à crédit ou pioche dans ses économies

Le tableau que dresse le Haut-Commissariat au Plan (HCP) pour le premier trimestre 2025 est sans appel : la situation financière des ménages marocains est critique.

Selon l'enquête de conjoncture, 42,0 % des foyers déclarent être contraints de s'endetter ou de puiser dans leur épargne pour couvrir leurs dépenses courantes. À l'inverse, seuls 2,2 % parviennent encore à épargner une partie de leur revenu, tandis que 55,8 % affirment que leurs revenus couvrent "tout juste" leurs charges.

Le solde d'opinion relatif à la situation financière actuelle s'enfonce à -39,8 points, une légère dégradation par rapport au trimestre précédent (-38,9 points) et quasi-identique au même trimestre de 2024 (-40,6 points). Ces chiffres soulignent l'épuisement progressif de la marge de manœuvre financière des foyers marocains.

Lorsqu'on leur demande comment a évolué leur situation financière au cours des 12 derniers mois, 53,3 % des ménages affirment qu'elle s'est dégradée, contre seulement 4,0 % qui déclarent une amélioration. Le solde d'opinion sur cette évolution passée est donc de -49,3 points, en recul par rapport au trimestre précédent (-47,7 points) et à T1 2024 (-52,7 points).

Autrement dit, les Marocains ont le sentiment que leur pouvoir d'achat a reculé de manière constante, sans perspective réelle d'amélioration. Et cela influence profondément leur rapport à la consommation, à l'épargne et aux risques financiers.

La projection à court terme est tout aussi sombre. Lorsqu'ils anticipent leur capacité à épargner dans les 12 mois à venir, 88,8 % des ménages pensent qu'ils n'y parviendront pas, contre 11,2 % qui y croient encore. Le solde d'opinion est de -77,6 points, stable comparé au T4 2024 (-77,8 points), mais encore trop bas pour envisager un quelconque rebond.

Cette faiblesse chronique de l'épargne des ménages affaiblit le tissu économique, notamment en limitant les investissements familiaux (logement, études, projets personnels) et en accentuant la dépendance au crédit.



Le ressenti de dégradation financière n'est plus l'apanage des catégories les plus modestes. Même les foyers considérés naguère comme "classes moyennes" déclarent vivre à découvert ou avec des ressources tendues. Cela crée une pression psychologique croissante, où les arbitrages deviennent plus douloureux : sacrifier les loisirs, réduire les dépenses de santé, limiter les transports, différer les projets familiaux.

Dans ce climat, la résilience familiale atteint ses limites, et les mécanismes traditionnels de solidarité (entre proches, dans les quartiers, via le crédit informel) s'essoufflent.

Les indicateurs du HCP sur la situation financière des ménages mettent en lumière une tension structurelle dans l'économie domestique marocaine. Sans mécanismes de soutien à l'épargne, ni amortisseurs de pouvoir d'achat, la population se dirige lentement vers une trappe à pauvreté : on ne consomme plus, on s'endette et on sacrifie le futur pour survivre au présent.

Pour sortir de cette impasse, des réformes fiscales, des transferts sociaux mieux ciblés, et une politique active de soutien au revenu des ménages s'imposent. Faute de quoi, le sentiment de déclassement deviendra durablement enraciné.

Une dynamique d'appauvrissement
perçue comme irréversible
Une précarité qui touche toutes les
couches sociales
Des familles de la classe moyenne
inférieure en première ligne
Une alerte pour les politiques publiques

Le chômage, éternel cauchemar : 80 % des ménages s'attendent à une hausse

Une crainte ancrée dans l'opinion publique et toute amélioration statistique qui ne convainc pas

Selon les résultats du Haut-Commissariat au Plan (HCP) pour le premier trimestre 2025, 80,6 % des ménages marocains s'attendent à une augmentation du chômage au cours des 12 prochains mois. Ce chiffre n'est pas anodin : il confirme que la peur du chômage est devenue structurelle, installée durablement dans l'esprit des foyers marocains.

Le solde d'opinion relatif à cet indicateur reste fortement négatif : -73,4 points. Si ce chiffre s'améliore légèrement par rapport au trimestre précédent (-77,2 points) et au T1 2024 (-77,5 points), il demeure l'un des plus bas enregistrés depuis plusieurs années.

Même si les données du HCP montrent une réduction minimale de la perception négative, la majorité des ménages continuent d'anticiper le pire. Cela illustre un écart grandissant entre les signaux économiques diffusés par les institutions et la réalité sociale ressentie par les citoyens.

Cette situation pose un problème de lisibilité des politiques publiques : si l'emploi progresse sur le papier, pourquoi la population ne le perçoit-elle pas ?

La peur du chômage influence de nombreuses décisions individuelles :

Retard dans les projets de consommation
Refus de contracter des crédits
Réticence à investir dans l'éducation ou la mobilité

Dans ce climat, l'économie tourne au ralenti, même dans les secteurs où la reprise est réelle. Les jeunes diplômés, en particulier, expriment un sentiment d'exclusion du marché du travail et un doute profond sur leur avenir professionnel.

Le gouvernement a multiplié les annonces sur les politiques d'emploi ces dernières années : formations qualifiantes, soutien à l'auto-entrepreneuriat, incitations fiscales à l'embauche... mais ces efforts ne semblent pas encore impacter la perception populaire.

Pourquoi ? Car le chômage touche de plus en plus de diplômés, de jeunes des zones rurales et périurbaines, et les secteurs traditionnels à fort emploi (agriculture, BTP, textile) sont eux-mêmes fragilisés.

L'anticipation d'une hausse du chômage constitue l'un des principaux freins à la consommation des ménages marocains, comme le montrent les autres données de l'enquête du HCP :

- 80,1 % des ménages jugent le moment inadapté pour acheter des biens durables

- 88,8 % estiment ne pas pouvoir épargner dans les mois à venir

- 53,0 % anticipent une dégradation de leur niveau de vie

Le chômage devient alors le cœur de la spirale négative qui mêle précarité, recul du pouvoir d'achat, et perte de confiance dans l'avenir.



Quelles réponses pour sortir de cette crise de confiance ?

Le véritable défi du gouvernement n'est pas seulement de créer des emplois, mais de réduire l'incertitude sociale.

Pour cela, il faut : Améliorer la qualité des contrats de travail (CDI, couverture sociale), Aligner la formation sur les besoins réels du marché et Mieux répartir les opportunités entre régions et catégories sociales

Sans cela, la peur du chômage risque de continuer à alimenter une société anxieuse, prudente et économiquement bloquée.

Le Marocain face à 2025 : entre survie économique et espoirs suspendus

Une société figée entre peur et prudence

Le premier trimestre de 2025 dépeint un Maroc inquiet, lucide, mais sans perspective claire de sortie de crise. C'est ce que révèle l'enquête de conjoncture du Haut-Commissariat au Plan (HCP), qui brosse le portrait d'une population piégée dans une logique de survie économique, où chaque dirham est compté, chaque projet suspendu.

L'Indice de Confiance des Ménages (ICM) se stabilise à 46,6 points, à peine mieux que les 46,5 points du trimestre précédent, mais toujours bien en deçà du seuil de 100. Ce niveau reflète un climat d'attentisme généralisé, dans lequel les Marocains n'osent plus espérer, ni s'engager.

Les ménages interrogés par le HCP sont 80,9 % à déclarer une dégradation de leur niveau de vie au cours des 12 derniers mois.

Pour les mois à venir, 53,0 % anticipent une nouvelle détérioration, contre seulement 6,7 % qui espèrent une amélioration.

Le solde d'opinion associé à cette perspective est de -46,3 points, un chiffre qui confirme la désillusion généralisée face à l'avenir.

Autre facteur d'inquiétude : les prix des denrées de base. 97,6 % des ménages constatent une hausse des prix alimentaires sur l'année écoulée, et 81,6 % s'attendent à ce que cela continue.

Le solde d'opinion sur l'évolution future des prix reste très négatif à -80,0 points.

Les repas, autrefois moments de convivialité, deviennent des exercices de gestion de pénurie. Les arbitrages se multiplient : faut-il acheter de la viande ou payer la facture d'électricité ? Faut-il renoncer à une sortie ou économiser pour les soins ?

80,1 % des Marocains pensent que ce n'est pas le bon moment pour acheter des biens durables. Le solde d'opinion correspondant est de -72,0 points. La consommation, pilier de la croissance interne, est ainsi entravée par la peur du lendemain, malgré les efforts de relance et les annonces politiques.

Parallèlement, 88,8 % des ménages estiment qu'ils ne pourront pas épargner dans les 12 mois à venir. L'épargne, pourtant considérée comme une sécurité, devient elle-même un luxe.

Le paradoxe marocain, en 2025, c'est une population qui s'adapte mais qui n'y croit plus. On ajuste, on rogne, on évite le gaspillage. On maintient les apparences, mais on renonce en silence. Même ceux qui arrivent à équilibrer revenus et dépenses (55,8 % selon le HCP) ne se projettent plus : ils survivent, mais ne vivent plus.

Les chiffres ne sont plus que des symptômes : la véritable fracture est morale, et elle interroge la capacité du pays à embarquer ses citoyens dans un projet collectif porteur d'espoir.

Face à cette inertie sociale, les pouvoirs publics devront dépasser la logique comptable pour reconstruire une espérance nationale.

Cela passe par : Des mesures visibles de soutien au pouvoir d'achat, un discours de vérité sur l'évolution des prix, un effort d'inclusion économique des jeunes et des zones rurales et des filets de sécurité pour les plus exposés à la précarité

À défaut, le Maroc de 2025 risque de s'installer dans une forme de fatigue démocratique et économique, où les urgences du quotidien étouffent toute ambition collective.

Des prix alimentaires qui rongent le moral
Un pessimisme ancré dans toutes les dimensions du quotidien
Un niveau de vie en chute, un avenir sans promesse



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

L'ODJ STREAM LIVE 00:29:48

R212 L'ODJ WEB RADIO

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

Pourquoi les jeunes n'y croient plus : génération sans confiance, génération sans consommation ?

Un effondrement silencieux de l'espérance

La jeunesse marocaine traverse 2025 avec moins d'illusions que jamais. Entre flambée des prix, chômage persistant et érosion du pouvoir d'achat familial, les jeunes adultes semblent désinvestis de la vie économique nationale.

Bien que l'enquête du Haut-Commissariat au Plan (HCP) ne distingue pas explicitement les perceptions par tranche d'âge, les signaux croisés sur la confiance, la consommation et l'épargne permettent de reconstituer une atmosphère pesante dans laquelle évoluent les moins de 35 ans.

L'indice global de confiance des ménages (ICM), bloqué à 46,6 points, montre une société inquiète. Mais chez les jeunes, cette inquiétude se transforme en désengagement économique : moins de projets, moins de consommation, moins d'espoir.

Les données du HCP indiquent que 80,1 % des ménages jugent le moment inopportun pour acheter des biens durables, avec un solde d'opinion de -72,0 points. Cette prudence n'est pas seulement liée au budget familial, mais aussi à une vision bloquée de l'avenir : pourquoi investir dans un équipement, une formation ou un logement, quand on doute de son avenir professionnel ? pourquoi s'endetter pour un projet de vie qu'on ne voit même pas se dessiner ?

Le renoncement ne touche donc pas seulement les classes populaires, mais aussi des jeunes diplômés ou salariés précaires, qui préfèrent différer ou annuler tout achat significatif.

Selon le HCP, 80,6 % des ménages anticipent une hausse du chômage dans les 12 mois. Ce chiffre ne reflète pas seulement une peur abstraite : il traduit la réalité vécue par une génération qui enchaîne les CDD, les périodes de chômage, les reconversions forcées.

Les programmes d'intégration, de formation ou d'auto-entrepreneuriat ne suffisent plus à convaincre. Résultat : le marché du travail est perçu comme saturé, injuste et sans débouchés.

Les jeunes Marocains, notamment ceux issus des classes moyennes ou rurales, n'ont pas accès à l'épargne. Selon le HCP, 88,8 % des ménages affirment ne pas pouvoir épargner dans les 12 mois à venir. Ce chiffre, couplé au fait que 42 % s'endettent pour vivre, signifie que la génération montante ne peut plus envisager d'autonomie financière réelle.

Or, sans épargne, pas de projet de vie : pas de logement, pas de mariage, pas d'entreprise, pas de mobilité.

Le décalage se creuse entre les discours politiques valorisant l'innovation, les start-ups ou la jeunesse moteur de croissance... et la réalité des chiffres.

Dans les quartiers populaires, les jeunes se replient sur eux-mêmes ou tentent l'émigration.

Dans les milieux universitaires, on observe une montée du scepticisme, voire du cynisme.

C'est cette fracture générationnelle qu'il faut regarder en face : non pas une jeunesse désengagée, mais une jeunesse découragée.

Restaurer la confiance des jeunes ne se fera ni par décret, ni par slogan. Il faudra : Proposer des emplois dignes et durables, avec des perspectives d'évolution, Valoriser les filières techniques et rurales, souvent délaissées, Intégrer les jeunes dans les processus de décision et les politiques publiques et Faciliter l'accès au logement, à l'épargne et à la mobilité

Faute de quoi, la génération 2025 restera en veille, frustrée d'un avenir dont elle se sent exclue.





QUAND LES CHIFFRES DU HCP SONNENT COMME UN SOS SOCIAL

C'est le cœur du danger : la rupture entre gouvernants et gouvernés, entre discours d'optimisme et vécu de lassitude.

L'enquête du HCP : un thermomètre du malaise national et un signal d'alerte politique

Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) vient de publier les résultats de son enquête trimestrielle de conjoncture auprès des ménages.

Mais au-delà des courbes et des soldes d'opinions, le rapport du T1 2025 résonne comme un appel au secours silencieux. Il dresse le portrait d'une population épuisée financièrement, inquiète pour son avenir, et désengagée économiquement.

Avec un Indice de Confiance des Ménages (ICM) qui stagne à 46,6 points, bien loin du seuil de neutralité (100), le HCP met en lumière une société crispée, résignée et paralysée.

Avec un solde d'opinion de -76,5 points, le sentiment de recul du niveau de vie reste massif. Pire, 53 % des ménages anticipent une nouvelle détérioration dans l'année à venir.

Même en l'absence de licenciements massifs, la peur du chômage persiste. Le solde d'opinion reste à -73,4 points, reflétant une anxiété profonde et continue du marché du travail.

Le report des achats non essentiels est structurel. Le solde d'opinion sur l'opportunité d'achat est à -72,0 points, signe que l'économie domestique est en repli défensif.

Le solde d'opinion est à -77,6 points. Autrement dit, près de 9 foyers sur 10 ne se projettent pas dans l'avenir avec une capacité de réserve.

Avec un solde à -39,8 points, la réalité quotidienne est faite de compromis douloureux, voire de sacrifices.
H3. 6. Prix alimentaires : 97,6 % perçoivent une hausse, 81,6 % redoutent qu'elle continue

Le solde atteint -97,4 points. Plus qu'un ressenti, c'est une peur devenue réflexe, qui structure les achats, les repas, les projets.

Seuls 14,6 % espèrent une amélioration de leur situation financière dans l'année. La majorité parie sur le statu quo ou la dégradation.

Ce que ces chiffres révèlent n'est pas seulement un ralentissement économique. Ils traduisent un climat national de doute, de fatigue, d'attentisme. Un risque latent guette : celui de la banalisation de la précarité, où l'on n'attend plus de solution, mais simplement que "ça ne s'aggrave pas".

Ce rapport ne dit pas seulement que les Marocains consomment moins ou épargnent peu. Il montre que le pacte de confiance s'effrite. Chaque indicateur pris isolément est préoccupant. Pris ensemble, ils racontent un pays qui souffre en silence.

Le rôle de cette enquête est devenu central : elle est le miroir brut du quotidien marocain, sans filtre idéologique ni manipulation. Et ce miroir, aujourd'hui, renvoie un visage inquiet.

Le HCP a fait son travail : documenter sans juger. Aux décideurs désormais de répondre. Cela suppose plus qu'un chèque ciblé ou une mesure symbolique. Il faudra reconstruire une confiance sociale autour de : La stabilisation des prix, Le renforcement des filets sociaux, Une politique économique lisible et adaptée et Une écoute active des signaux de détresse

Dans une région en quête de diversification et de justice économique, la politique industrielle peut être un levier puissant... à condition qu'elle soit menée avec méthode, avec humilité, et avec le souci permanent de l'intérêt général.



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



SCAN ME

@lodjmaroc



GÉNÉRATION DÉSENCHANTÉE : QUAND LES JEUNES MAROCAINS PERDENT CONFIANCE EN L'AVENIR

Le Maroc n'a jamais compté autant de jeunes instruits, créatifs et dynamiques. Des milliers d'entre eux sortent chaque année des universités, lancent des projets, s'impliquent dans la vie associative, innovent dans le numérique, s'intéressent aux enjeux environnementaux ou culturels, et cherchent à contribuer activement au développement de leur pays. Cette jeunesse représente un véritable levier de transformation nationale.

L'État ne l'ignore pas : ces dernières années, des dispositifs comme "Forsa", "Intilaka" ou "Awrach" ont été mis en place afin d'accompagner les jeunes vers l'emploi, l'entrepreneuriat ou l'activité associative. En 2023, Forsa a permis le financement de près de 10 000 projets. Intilaka, pour sa part, a facilité l'octroi de plus de 28 000 prêts à de jeunes porteurs d'idées. Awrach, quant à lui, a généré plus de 100 000 emplois temporaires. Ces programmes témoignent d'une volonté politique de mobiliser les jeunes et de répondre à leurs aspirations.

Cette dynamique a également été portée au plus haut niveau de l'État. Dans son discours du 29 juillet 2023, Sa Majesté le Roi Mohammed VI rappelait avec insistance que le développement du Maroc ne saurait se faire sans la pleine mobilisation de sa jeunesse. Il exprimait ainsi l'ambition d'un pays qui souhaite avancer avec ses forces vives. Pourtant, sur le terrain, la réalité est moins éclatante. Elle révèle un profond désenchantement parmi cette même jeunesse, dont les attentes ne semblent que partiellement satisfaites.

Les chiffres du Haut-Commissariat au Plan sont édifiants. Près de 73 % des jeunes âgés de 18 à 35 ans estiment que leur avenir est obscur. Plus de deux tiers d'entre eux, soit 68 %, se disent déçus par l'évolution économique et sociale du pays. Le taux de chômage dans cette tranche d'âge, notamment en milieu urbain, atteint 32,7 % selon les dernières données.

À cela s'ajoute un autre indicateur alarmant : plus de 62 % des jeunes envisagent sérieusement d'émigrer s'ils en avaient la possibilité. Ce désenchantement n'est pas dû à un manque de volonté ou de motivation.



Il est le produit d'un écart grandissant entre les promesses institutionnelles et les expériences concrètes. Nombreux sont les jeunes diplômés qui peinent à s'insérer sur le marché du travail, à obtenir un crédit pour monter un projet, ou simplement à croire qu'ils ont leur chance dans un système marqué par l'opacité, le favoritisme et l'immobilisme.

En tant qu'enseignante intervenant régulièrement à la Faculté des Sciences au Maroc, tout en partageant mon temps entre la France et le Royaume, je perçois cette perte progressive de confiance. Les étudiants, souvent brillants et pleins d'énergie, arrivent en première année avec des rêves et des projets. Mais au fil du temps, leur enthousiasme se heurte à la difficulté d'obtenir un stage, à l'incertitude de trouver un emploi correspondant à leur profil, ou à l'absence d'une orientation claire. Le discours sur la méritocratie et l'entrepreneuriat reste séduisant, mais il ne suffit plus à entretenir l'espoir. Beaucoup de jeunes n'envisagent plus leur avenir ici, non par rejet de leur pays, mais par fatigue d'attendre un changement qui tarde à venir.

GÉNÉRATION DÉSENCANTÉE : QUAND LES JEUNES MAROCAINS PERDENT CONFIANCE EN L'AVENIR

Il serait injuste de dire que rien n'a été fait. Les programmes d'accompagnement ont le mérite d'exister et de poser des jalons. Toutefois, leurs limites sont vite atteintes. Les bénéficiaires dénoncent souvent la complexité administrative, le manque de transparence dans les critères de sélection, l'insuffisance du suivi ou encore l'absence d'un accompagnement de qualité.

À cela s'ajoutent des besoins fondamentaux — en formation adaptée, en soutien psychologique, en logement, en mobilité — qui demeurent marginalisés dans les politiques publiques. Ce déficit d'approche globale aggrave le sentiment de frustration et freine l'engagement, même chez ceux qui auraient la volonté de contribuer positivement.

Les effets de ce malaise sont perceptibles dans la société. Une jeunesse qui n'a pas confiance dans l'avenir consomme peu, investit peu et se projette difficilement. Cela a des répercussions directes sur l'économie nationale, sur la vitalité de la démocratie, et sur la cohésion sociale. La jeunesse marocaine, loin de rejeter l'effort ou la responsabilité, réclame des signes concrets de reconnaissance. Elle ne demande pas des privilèges, mais des preuves tangibles que le système fonctionne de manière équitable et transparente.

L'urgence est aujourd'hui de reconstruire un pacte de confiance entre l'État et sa jeunesse. Cela suppose une politique transversale ambitieuse, centrée sur la valorisation des compétences, l'inclusion économique et sociale, la participation à la décision publique, et la reconnaissance du mérite comme moteur de l'ascension sociale. Il faut repenser les rapports entre l'école, l'entreprise, les collectivités territoriales et les jeunes eux-mêmes, afin de créer un écosystème propice à l'épanouissement de tous les talents.

Investir dans la jeunesse n'est pas un luxe. C'est un impératif stratégique. Le Maroc a besoin de sa jeunesse, non comme spectatrice, mais comme actrice de son avenir. C'est à cette condition que le pays pourra relever les défis à venir et continuer à croire en sa propre promesse.



Sanaa Eddiry :

L'excellence et l'innovation dans la recherche médicale portent le nom de Sanaa Eddiry. Avec ses 15 ans d'expérience, cette scientifique allie rigueur académique et savoir clinique pour mieux renseigner sur les maladies rares. Spécialiste en physiopathologie et en génomique, elle est devenue une pionnière de son domaine, mettant le progrès scientifique au service des patients.

2025, L'ANNÉE DÉCISIVE : LA FRACTURE DE LA CONFIANCE PEUT-ELLE DEVENIR UN LEVIER DE MODERNISATION ?

Un climat national sous tension : quand la consommation devient un indicateur de stress social

Alors que l'inflation semble se stabiliser autour de 3,2 % en glissement annuel après les pics de 2022-2023, les ménages, eux, ne ressentent aucun répit. Plus de 80 % estiment que ce n'est pas le moment d'acquérir un bien durable (automobile, logement, électroménager).

Ce refus de consommer est révélateur d'un double mécanisme : d'une part, une baisse du pouvoir d'achat réel, plombé par la hausse des prix alimentaires (notamment les produits de base comme le sucre, les légumes ou les huiles, en hausse de 15 à 35 % sur deux ans), et d'autre part, une anticipation négative de l'avenir, qui pousse à l'épargne de précaution – voire au repli.

Ce repli est plus prononcé chez les jeunes urbains et les classes moyennes émergentes, ces mêmes segments que le Maroc ambitionne de faire monter en puissance dans son projet de transformation économique.

Un chômage qui fige l'espoir : la jeunesse, variable d'ajustement d'un modèle en panne

Le taux de chômage national dépasse aujourd'hui les 13 %, avec des pics à 35 % chez les jeunes diplômés urbains. Cette catégorie, censée incarner l'espoir d'un Maroc nouveau, devient paradoxalement le symbole d'une économie incapable d'absorber ses propres talents. Des villes comme Oujda, Nador, Errachidia et Meknès sont blindées de jeunes talents, mais ils ne trouvent pas des opportunités d'insertion professionnelle.

Le numérique, la transition verte, l'industrie 4.0 : autant de secteurs prometteurs, mais encore sous-financés, fragmentés, ou inaccessibles à une grande partie des jeunes sans capital social ou économique. Pire encore, la désillusion gagne les esprits : selon le HCP, plus de 7 jeunes sur 10 estiment qu'ils auront moins d'opportunités que leurs parents. C'est là un véritable défi civilisationnel, car aucune transformation ne peut réussir sans l'adhésion des générations montantes.



Saad Faouzi, CTO de Digitum Business. Expert en transformation digitale, innovation technologique et leadership stratégique

Le dernier baromètre du Haut-Commissariat au Plan (HCP) tombe comme une douche froide : 83 % des ménages marocains jugent leur niveau de vie en dégradation, 97 % dénoncent une hausse continue des prix, 80 % prévoient une montée du chômage. Face à ce constat, une vérité s'impose : la confiance est au plus bas. Cette défiance ne se limite pas à une perception passagère, elle traduit un malaise structurel qui interroge la capacité du modèle économique actuel à offrir une trajectoire d'inclusion, de croissance et d'innovation sociale

2025, L'ANNÉE DÉCISIVE : LA FRACTURE DE LA CONFIANCE PEUT-ELLE DEVENIR UN LEVIER DE MODERNISATION ?

Une économie résiliente... mais trop lente dans sa redistribution

Il serait injuste de ne pas reconnaître les efforts macroéconomiques consentis : croissance attendue à 3,7 % en 2025, réforme du système de protection sociale, investissement public en hausse (plus de 335 milliards de dirhams prévus en 2025), et attractivité croissante des IDE (+13 % en 2024).

Mais ces performances ne se traduisent pas encore en mieux-vivre quotidiennement. Le multiplicateur social de la croissance reste faible, plombé par la lenteur administrative, les inégalités territoriales et l'insuffisante digitalisation des services publics.

Quelles pistes pour restaurer la confiance ?

Le regain de confiance dans l'économie nationale ne se décrètera pas par le discours politique seul. Il exige des actes structurants, visibles, et à fort impact social immédiat, doublés d'une vision cohérente de transformation à moyen et long terme. Restaurer la confiance, c'est surtout faire ressentir à chaque citoyen que l'action publique le concerne, le soutient, et lui ouvre des perspectives.

Cela passe par deux horizons d'action : l'urgence de la fluidité et la nécessité d'un nouveau paradigme. À court terme : un choc de fluidité, de ciblage et de visibilité sociale :

1. Digitaliser l'accès aux aides sociales : l'État-providence à l'ère mobile-first Le Maroc dispose d'un socle solide avec la généralisation de la protection sociale, mais il est encore freiné par une fragmentation institutionnelle et une opacité d'accès aux droits. Il est impératif de mettre en place une plateforme nationale unique, interopérable, mobile-first, intégrant l'AMO, les aides sociales ciblées, les pensions minimales, et les subventions. Ce guichet digital universel, associé à l'identité numérique, permettrait un ciblage précis, une réduction de la fraude, et surtout une dignité d'accès.

Le Brésil a ainsi transformé sa politique sociale à travers le programme "Bolsa Família", piloté numériquement via une carte sociale et un système de gestion intégré. Résultat : plus de 50 millions de bénéficiaires servis avec efficience, tout en renforçant la transparence et l'équité.

2. Alléger la fiscalité locale sur les TPE/PME : libérer l'initiative au lieu de la freiner Dans un contexte de faible liquidité, la pression fiscale sur les petites entreprises devient un frein au démarrage. Il est urgent de repenser la fiscalité locale, en la rendant proportionnée, lisible, et appuyée sur des incitations territoriales à la relocalisation productive.

La réforme fiscale doit intégrer des mécanismes de différenciation régionale, en lien avec les capacités contributives locales. Nous ne pouvons pas taxer une entreprise à Zagora ou Taza de la même façon qu'une entreprise casablancaise. Le Rwanda, par exemple, a introduit un régime fiscal simplifié pour les micro-entreprises, avec un paiement mobile des taxes et des réductions pour les entreprises rurales. Cela a élargi l'assiette fiscale tout en soutenant la dynamique entrepreneuriale.

3. Créer un "wallet social" pour les produits essentiels : une réponse ciblée, directe, traçable Face à l'érosion du pouvoir d'achat, l'État peut expérimenter des "bons d'achat digitaux", sous forme de crédits électroniques dédiés aux produits de première nécessité (huile, pain, médicaments, énergie). Distribués via un portefeuille numérique sécurisé, ces bons évitent les subventions généralisées inefficaces et bénéficient directement aux plus vulnérables. L'Inde, avec son système Aadhaar + UPI, a permis le transfert direct de subventions à plus de 800 millions d'individus sans intermédiaires, réduisant les détournements et améliorant la satisfaction citoyenne.

2025, L'ANNÉE DÉCISIVE : LA FRACTURE DE LA CONFIANCE PEUT-ELLE DEVENIR UN LEVIER DE MODERNISATION ?

À moyen terme : changer de paradigme pour relancer l'ascenseur social

1. Investir dans l'économie de la connaissance : former, innover, exporter L'économie marocaine reste excessivement centrée sur des secteurs à faible valeur ajoutée et à haute intensité de main-d'œuvre peu qualifiée. Il faut changer de matrice, en orientant une part croissante de l'investissement public et privé vers les industries créatives, les technologies émergentes (IA, cybersécurité, cloud, biotech), et l'édition numérique. Ces filières doivent devenir le socle d'une souveraineté économique nouvelle, avec des effets démultiplicateurs sur l'emploi qualifié. La Corée du Sud, en crise dans les années 80, a fait le pari stratégique de l'innovation et de l'éducation. Aujourd'hui, elle consacre 4,8 % de son PIB à la R&D, avec un leadership mondial dans les industries culturelles et numériques.

2. Créer une Banque de la Jeunesse : un levier d'égalité des chances entrepreneurial Nombre de jeunes porteurs de projets ne franchissent jamais le seuil du financement, faute de garanties, de réseaux, ou de lisibilité administrative. Il est temps de créer une Banque digitale de la Jeunesse, à gouvernance mixte public-privé, dotée d'un fonds d'investissement à impact et d'un réseau d'incubateurs territoriaux. Cette structure offrirait un accompagnement intégré : financement, formation, mentorat, formalisation administrative et suivi post-lancement. La procédure d'ouverture d'un compte bancaire professionnel au Maroc est un véritable combat de militarisme. Le Mexique, à travers son programme "Jóvenes Construyendo el Futuro", a déjà accompagné plus d'un million de jeunes avec un double objectif : insertion économique et stabilité sociale.

3. Réformer le pilotage de l'action publique : vers un État orienté vers le bien-être Il ne suffit plus de mesurer le PIB. Le pilotage stratégique des politiques économiques doit reposer sur des indicateurs de bien-être multidimensionnels : mobilité sociale, accès aux soins, qualité de vie urbaine, justice spatiale, qualité institutionnelle. L'OCDE encourage aujourd'hui ses membres à intégrer ces indicateurs dans l'élaboration budgétaire. Le Maroc gagnerait à se doter d'un Observatoire national du bien-être, rattaché au Parlement, pour évaluer en continu l'impact social des politiques publiques. Aujourd'hui, nous parlons de 45% des marocains souffrent des maladies mentales et psychologiques. Quelle économie nous construisons avec un mental fragile ?

Faire du citoyen marocain un acteur de la transformation

La confiance ne se décrète pas : elle se construit. Pour cela, l'État doit passer d'un rôle de protecteur passif à un catalyseur actif d'opportunités, en intégrant les ménages, les jeunes, et les territoires dans la fabrique des politiques économiques. Le numérique peut être l'outil de cette inclusion intelligente, s'il est porté par une volonté politique claire.

Une fracture à réparer, une nation à réveiller

Le Maroc de 2025 n'a pas besoin d'un choc électoral ou fiscal. Il a besoin d'un choc de confiance. La crise actuelle peut être l'opportunité d'un aggiornamento national, où la résilience sociale devient la nouvelle frontière de la croissance. Le défi n'est pas uniquement économique. Il est culturel, institutionnel et générationnel. Et il exige, plus que jamais, une alliance entre l'innovation, la justice sociale et le courage politique.

Nouveau round du Dialogue Social : retraités ? absents !

Le Dialogue Social repris ces derniers jours, a tenu presque toutes ses promesses. D'abord par le fait qu'il ait lieu avec une régularité sans faille, qui témoigne d'une conviction, d'une volonté et d'un mode opératoire de l'Etat qui s'affirment et se confirment.

Puis par les nouvelles avancées significatives qui ont été enregistrées au profit des agents de l'Etat, et donc d'une partie non négligeable de la Classe Moyenne.

Mais, car il y a un "mais" et non des moindres, les centaines de milliers de retraités sont encore une fois les oubliés de ce round. On leur fait presque une tacite recommandation : vaut mieux mourir, d'autant plus que vous êtes la cause de tous les malheurs des Caisses de Retraites.

Après avoir été écartés des augmentations salariales successives de ces dernières années, et sauf rattrapage in extremis, ils l'ont été cette fois encore, comme s'ils n'étaient pas eux aussi, concernés par la crise de la cherté de la vie et de son corollaire, la détérioration considérable du Pouvoir d'achat.

À propos justement des grandes difficultés financières des Caisses de Retraites, faut-il rappeler que les grandes innovations sont nées d'un changement de perspective ? Un jour quelqu'un regarde un problème différemment et TOUT change pour le meilleur. Si le Gouvernement ne fait pas cet exercice/enseignement de l'histoire de l'humanité, nos Caisses resteront dans leur cercle vicieux interminable.

La Solution pour les Caisses de Retraites consiste principalement, en la création d'une Banque d'Epargne publique/privée, portée par les fonds de ces Caisses, au lieu de persister à n'envisager de solutions qu'au dépend des moyens de l'Etat, des travailleurs et des retraités.



Bref, le changement de perspective, l'inversion de la cartographie, l'abondant de chemins tracés d'avance qui mènent droit vers la faillite généralisée de notre Système de retraite.

Le choix à faire aujourd'hui est entre :

- le cercle vicieux actuel, le statu quo revu et superficiellement corrigé, qui condamne les pensions des retraités, pénalise les travailleurs actuels et à venir, et pompe davantage des maigres moyens de l'Etat qui gagneraient à être déployés vers d'autres priorités cruellement nécessaires pour le développement économique et social du pays, devenu encore plus pressant,
- et un cercle vertueux qui consiste à découpler entre les cotisations collectées et les pensions distribuées, en créant une machine à fructifier plutôt qu'à broyer l'argent du Capital et du Travail. Une banque qui contribuera au développement économique de notre pays, et oeuvrera à la valorisation des pensions de nos retraités, et à l'épanouissement de nos travailleurs actuels et à venir.

Faut-il rappeler ici, que l'idée de création d'une Banque d'Epargne n'est qu'un élément d'un puzzle que j'ai proposé ça fait quelques années, pour emprunter la voie dudit cercle vertueux.

UN 1ER MAI SANS PRINTEMPS : LE MALAISE SOCIAL PERSISTE

En ce 1er mai 2025, la fête du travail s'est tenue dans un climat de morosité généralisée. Pour beaucoup de Marocains, l'heure n'est pas à la célébration, mais au constat amer d'un quotidien de plus en plus difficile.

Certes, le dialogue social a permis quelques avancées, notamment l'augmentation du SMIG dans la fonction publique à 4 500 dirhams. Mais cette mesure, bien qu'attendue, reste insuffisante face à l'ampleur des besoins.

Et surtout, elle a laissé de côté une frange vulnérable de la population : les retraités.



Oubliés des récentes décisions, leurs pensions n'ont connu aucune revalorisation, alors même qu'elles sont durement affectées par l'inflation. Une injustice criante qui fragilise davantage des milliers de foyers.

Dans ce contexte, la confiance des ménages reste en hibernation. Selon le HCP, 80 % des Marocains estiment que le moment est inadapté pour l'achat de biens durables, preuve d'un pouvoir d'achat sous pression et d'un moral en berne. La consommation intérieure ralentit, et l'incertitude gagne du terrain.

Le chômage, en particulier chez les jeunes et les diplômés, continue de miner l'espoir. Faute de perspectives, beaucoup se résignent à intégrer le secteur informel, sans droits ni sécurité.

Et pendant ce temps, les prix ne cessent de grimper, affectant le panier de la ménagère comme le coût du logement, du transport ou de la santé.

Face à cette réalité, les appels syndicaux à la justice sociale et à la dignité prennent tout leur sens.

Le pays a besoin de mesures fortes, équitables et inclusives. Redonner espoir, c'est créer des emplois décents, protéger le pouvoir d'achat, revaloriser les pensions de retraite, et faire du dialogue social un véritable moteur de transformation.

Ce 1er mai ne doit pas être un simple rituel. Il doit être un signal d'alarme, un moment de lucidité, et surtout une invitation à agir. Pour que le printemps social cesse d'être une promesse lointaine et devienne enfin une réalité partagée.

ENTRETIEN DE ADNANE BENCHAKROUN : HUIT SIGNAUX ROUGES DANS LE SILENCE DES FOYERS MAROCAINS



SCAN ME

NUMÉRO SPÉCIAL HORS-SÉRIE - AVRIL 2025

MAG

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

LE LIVRE UNIVERSITAIRE
MAROCAIN : UN SAVOIR
EN CIRCUIT FERMÉ ?

 OLM SOUSSI

ÉDITION
MAROCAINE :
ENTRE VITALITÉ
STATISTIQUE
ET VULNÉRABILITÉ
STRUCTURELLE



SCAN ME!

VERSION
POST-EVENT
+
VIDÉOS

REVUES
MAROCAINES :
UNE PRODUCTION
PROLIFIQUE
MAIS
INVISIBLE ?

SIEL 2025

UN SALON, QUINZE FISSURES, DIX PROMESSES

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
VERSION NON-COMMERCIALE

NUMÉRO SPÉCIAL HORS-SÉRIE - AVRIL 2025

MAG

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

**GUERRE DES ÉTOILES
NUMÉRIQUES – L'IA
DEVIENT UN TERRITOIRE,
PAS UNE TECHNOLOGIE**

GITEX
AFRICA
Morocco 2025

**LA NIYA
NE SUFFIT
PLUS**

**LE MAROC
NUMÉRIQUE
SORT LES
MAINS DE
SES POCHE**

**RH AUGMENTÉES :
QUAND AGIRH VEUT
PRÉDIRE LES TALENTS
MIEUX QUE LES MANAGERS**



SCAN ME!

VERSION
POST-EVENT
+
VIDÉOS

**L'AVOCAT DU DIABLE ÉTAIT AU GITEX
ET IL A TOUT NOTÉ**

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
VERSION NON-COMMERCIALE

NUMÉRO SPÉCIAL HORS-SÉRIE - AVRIL 2025

MAG

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

VERSION
POST-EVENT
+
VIDÉOS



SCAN ME!

L'AGRICULTURE
AU DÉFI : REGARDS
OBLIQUES SUR
UN MONDE EN BASCULE

**DESSALEMENT
AGRICOLE**
QUAND LA MER
DONNE À BOIRE
À LA TERRE

SIAM 2025



SALON INTERNATIONAL DE
L'AGRICULTURE AU MAROC

21 - 27 AVRIL 2025 À MEKNÈS

17^e

ÉDITION

À SEC, DONC FERTILE ? L'AVOCAT DU DIABLE AU SIAM

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
VERSION NON-COMMERCIALE

NUMÉRO SPÉCIAL HORS-SÉRIE - AVRIL 2025

MAG

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

TOURISME
DENTAIRE
AU MAROC :
L'OPPORTUNITÉ
D'UN SOURIRE
RENTABLE ?

L'ÉCO-DENTISTERIE :
QUAND LA CONSCIENCE
ENVIRONNEMENTALE
S'INVITE DANS LE FAUTEUIL

VERSION
POST-EVENT
+
VIDÉOS



SCAN ME!

FEMMES ET DENTISTERIE
AU MAROC :
ENTRE BLOUSE BLANCHE
ET PLAFOND DE VERRE

MOROCCO DENTAL EXPO 2025

LA DENTISTERIE MAROCAINE À LA CROISÉE DES CHEMINS

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
VERSION NON-COMMERCIALE



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME